INTRODUCTION

Les hôtels sont concernés par l'application de la loi du 11 février 2005 relatives à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Celle-ci prévoit que tous les établissements recevant du public soient accessibles en totalité ou en partie aux personnes à mobilité réduite au plus tard au 1er janvier 2015. Cette obligation découle de la volonté du législateur de permettre à tout un chacun de pouvoir participer à la vie sociale et de se déplacer en toute autonomie.

LES TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES

–arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.

–Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.

LES OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Établissements existants recevant du public classés en catégorie 1, 2, 3 ou 4.

Au 1er janvier 2015, ces établissements recevant du public doivent respecter les prescriptions techniques d'accessibilité applicables au neuf pour chaque mètre carré de chaque bâtiment.

Établissements existants recevant du public classés en 5ème catégorie.

Au 1er janvier 2015, ces établissements recevant du public doivent respecter les prescriptions techniques d'accessibilité applicables au neuf dans au moins une partie du bâtiment.

Toutefois, des prescriptions techniques particulières peuvent être mises en œuvre s'il existe des contraintes liées à la présence d'éléments participant à la solidité du bâtiment (murs, plafonds, planchers, poutres, poteaux, etc...) qui empêchent le respect des normes d'accessibilité du neuf.

DEMANDE DE DEROGATIONS (possible pour les établissements existants ou créés par changement de destination)

Il peut être obtenu, de manière exceptionnelle, une dérogation à une (ou plusieurs) des prescriptions techniques d'accessibilité dans les seuls cas suivants :

- impossibilité technique avérée d'appliquer cette (ou ces) prescription technique ;
- pour préserver le patrimoine architectural ;
- en cas de disproportion manifeste entre la mise en accessibilité et ses conséquences pour l'établissement.

PROCEDURE ADMINISTRATIVE ET DEROGATIONS

Les demandes d'autorisation administratives d'aménager ou de modifier un établissement doivent être adressées en recommandé avec accusé de réception ou déposées contre décharge à la mairie de la commune dans laquelle les travaux sont projetés.

Le dossier « accessibilité doit comporter :

- un plan avec cotes précisant les cheminements extérieurs et décrivant les liaisons d'une part entre la voirie environnante et les cheminements extérieurs de l'ERP et d'autre part entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments de l'ERP.
- Un plan avec cotes précisant les circulations intérieures verticales et horizontales, les aires de stationnements et, s'il en existe, les toilettes ouvertes au public. Si l'ERP est de 5ème catégorie, le plan doit préciser la délimitation de la partie du bâtiment accessible aux personnes handicapées.
- Une notice expliquant comment le projet prend en compte l'accessibilité (dimensions des locaux, caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public, nature et couleur des matériaux, traitement acoustique des espaces, dispositifs d'éclairage, emplacement accessibles aux personnes handicapées, caractéristiques des cabines d'essayage, des douches accessibles, etc...)

cas des adaptations dues à la présence d'éléments concourant à la stabilité du bâtiment

–S'il est recouru aux modalités particulières d'applications, la notice doit justifier leur recours.

Cas des demandes de dérogations

–Dans le cas où une demande de dérogation aux règles d'accessibilité est formulées, la notice indique les règles (une ou plusieurs prescriptions techniques) auxquelles le demandeur souhaite déroger, le lieu où s'appliquent ces dérogations et les justifications de chacune de ces demandes.

LES CONTACTS

Direction départementale des territoires et de la mer :
correspondante départementale d'accessibilité
Marie-Armelle Sulpice : 02-96-75-25-57

correspondants d'arrondissement :

DINAN

Patrick Mallet : 02-96-87-10-75

GUINGAMP

Jean-Luc Le Gall : 02-96-40-13-25

SAINT BRIEUC – LANNION

Bertrand Barrès : 02-96-75-25-47

Philippe Darcel : 02-96-75-25-61

adresse e-mail : prénom.nom@cotes-darmor.gouv.fr

DOCUMENTS CONSULTABLES

Site dédié à l'accessibilité du ministère du développement durable

www.developpement-durable.gouv.fr/accessibilite)

Brochure « cafés, hôtels, restaurant et discothèques : réussir l'accessibilité »

www.developpement-durable.gouv.fr/Cafes-hotels-restaurants-et,25092.html